



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Commune de Chargey-lès-Port

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE CHARGEY-LÈS-PORT

**SÉANCE DU 25 AOÛT 2026**

Date de la convocation : 11/08/2026

Date d'affichage : 11/08/2026

Nombre de membres en exercice : 11

L'an deux mille vingt-six, le vingt-cinq août à 20 h, le Conseil municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Antoni MAGNIN, Maire.

### Présents

MAGNIN Antoni, DURGET Julien, BLOUET Sébastien, ZONI Romain, JACQUEMIN Jennifer, SIBILLE Ophélie, ANDRE Marie-Charlotte, HERBRETEAU Fanny, FICK Virginie.

### Absents excusés

JOBERT Laure (procuration à MAGNIN Antoni), MAGNIN Fabrice.

M. Sébastien BLOUET a été désigné en qualité de secrétaire.

### 1. Bail / implantation télécom — RadioStar

Le Maire rappelle l'historique du site situé au lieu-dit « Les Grues » (ancien emplacement du pylône TDF). À l'issue du bail TDF (loyer annuel d'environ 2 600 €), la commune avait conclu, après négociation, un bail de 12 ans avec l'opérateur VALOCÎME, signé en 2020. La commune a perçu à ce titre deux versements d'environ 5 000 € entre 2020 et 2022, puis trois loyers annuels de 10 000 € entre 2023 et 2025, soit un total perçu de 42 314 € sur la période 2020-2025. TDF ayant depuis installé un pylône concurrent à proximité, VALOCÎME n'est pas parvenu à capter les opérateurs attendus sur le site communal et a résilié son bail. La commune ne perçoit donc plus de loyer sur cet emplacement.

Par courrier du 15 juillet 2026, la société RadioStar (M. Stéphane Rogne, directeur) a fait part de son souhait d'implanter un pylône radio sur la parcelle de 15 m × 15 m au lieu-dit « Les Grues », dans le cadre d'un appel à candidatures de l'ARCOM pour la fréquence 105,2 MHz. RadioStar propose deux solutions à la commune : la cession de la parcelle pour 12 000 €, ou sa location pour un loyer annuel de 800 €, dans le cadre d'un bail de 12 ans renouvelable par tacite reconduction.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, retient l'option de la location proposée par RadioStar — bail de 12 ans, loyer annuel de 800 €, renouvelable par tacite reconduction — et autorise le Maire à signer tous les documents nécessaires à la conclusion de ce bail.

### 2. Convention de facturation électronique — ONF

Le Maire expose qu'à compter du 1er septembre 2026, la réforme de la facturation électronique impose que les factures concernées par les ventes de bois soient émises et transmises via la plateforme Chorus Pro. Pour les ventes simples de bois, la commune dispose de deux possibilités : établir elle-même ses factures à partir des

éléments transmis par l'ONF, ou mandater l'ONF pour préparer, émettre et déposer les factures en son nom, l'ONF gérant également les éventuels rejets et rectifications.

Il est précisé que ce mandat de facturation serait assuré sans coût pour la commune, mais que l'ONF assure la facturation et non l'encaissement : le recouvrement des recettes continue de relever du comptable public.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, donne mandat à l'ONF pour établir, émettre et déposer les factures électroniques relatives aux ventes simples de bois concernées, approuve la convention de mandat correspondante, et autorise le Maire à la signer.

### 3. Convention HSN — Centrale d'achats

Le Maire présente la centrale d'achats portée par le syndicat mixte Haute-Saône Numérique, qui permet notamment de mutualiser les achats numériques entre adhérents, de simplifier les procédures de commande publique, de sécuriser juridiquement les marchés conclus, et d'accéder à différents matériels et prestations numériques. Il est rappelé que l'adhésion n'impose pas à la commune de recourir exclusivement aux marchés proposés par la Centrale.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve le règlement intérieur et la convention d'adhésion à la Centrale d'achats de Haute-Saône Numérique, et autorise le Maire à signer les documents nécessaires.

### 4. Vente de mobilier communal

Le Maire présente au Conseil municipal une liste de mobilier communal proposé à la vente : une grande armoire, une petite armoire, un fourneau et d'anciennes cartes scolaires.

#### Prix arrêtés en séance

- Grande armoire : 40 €
- Petite armoire : 30 €
- Fourneau : 100 €
- Anciennes cartes scolaires : 15 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, fixe le prix de vente de chacun des biens présentés ci-dessus et autorise leur cession.

### 5. Consultation publique — Carrière NEXSTONE de Scey-sur-Saône

Le Maire informe le Conseil municipal de la consultation du public relative au projet de renouvellement et d'extension de la carrière exploitée par la société NEXSTONE à Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin, qui se déroule du 24 août 2026 (8h00) au 27 novembre 2026 (12h00). Le projet porte sur une emprise totale d'environ 18,75 ha, dont une extension d'environ 1,75 ha, pour une durée demandée de 7 ans (5 ans d'extraction et 2 ans de remise en état), avec une production moyenne de 200 000 tonnes par an (220 000 tonnes par an au maximum). Il précise que la commune de Chargey-lès-Port est comprise dans le rayon réglementaire de consultation de 3 km, qui concerne 8 communes au total. La commissaire enquêtrice désignée est Mme Élisabeth Bidaut. Deux réunions publiques sont prévues à Scey-sur-Saône, le 2 septembre 2026 à 17h00 et le 17 novembre 2026 à 17h00.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de renouvellement et d'extension de la carrière NEXSTONE de Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin.

### 6. Instauration de la TVLH

Le Maire expose qu'à compter du 1er janvier 2027, la Taxe sur la Vacance des Logements (TVLH) remplace notamment l'actuelle Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants (THLV). La Haute-Saône étant classée en



zone non tendue, l'instauration de la TVLH y est facultative. La commune percevait déjà la THLV, mais l'ancienne délibération ne permet pas de percevoir automatiquement la nouvelle TVLH en 2027 : une nouvelle délibération doit être prise avant le 1er octobre 2026 pour continuer à taxer les logements vacants.

Il présente une simulation transmise par la DDFIP, établie sur des bases potentiellement imposables de 22 600 €. À titre indicatif, un taux de 5,25 % produirait environ 1 187 €, tandis que le taux maximal de 50 % produirait environ 11 300 € — ce chiffre n'étant qu'une simulation du plafond légal, et non une proposition de taux. Pour mémoire, le produit de la THLV réellement perçu en 2025 s'est élevé à 1 249 €. Le Maire précise que le Conseil est appelé ce jour à se prononcer uniquement sur l'instauration du principe de la TVLH, le taux devant être fixé séparément par une délibération ultérieure.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'instituer la TVLH à compter du 1er janvier 2027. Le taux sera fixé ultérieurement, par une délibération prise avant le 15 avril de l'année d'imposition.

## 7. Retrait de La Rochelle du Syndicat du collège de Jussey

Le Maire rappelle que la commune de La Rochelle est désormais concernée par une sectorisation scolaire vers Fayl-Billot et a, à ce titre, demandé son retrait du Syndicat du collège de Jussey. Lors de sa séance du 7 juillet 2026, le Conseil syndical du collège de Jussey a accepté ce retrait (23 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions), avec effet au 1er janvier 2027.

Sur le plan financier, la participation 2026 de La Rochelle au syndicat s'élève à 523,48 €, soit 1,18 % du total des cotisations. L'étude d'impact réalisée par la DDFIP conclut que ce retrait ne met pas en péril la situation financière du syndicat, le montant correspondant pouvant être aisément absorbé par les autres communes membres. Le Conseil municipal de Chargey-lès-Port est à son tour appelé à se prononcer sur cette demande de retrait.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable au retrait de la commune de La Rochelle du Syndicat du collège de Jussey, avec effet au 1er janvier 2027.

## 8. Informations diverses

### Sécurité routière

Le Maire informe le Conseil que plusieurs habitants ont fait remonter à la commune des préoccupations concernant la vitesse et la sécurité routière dans le village. La commune a reçu à ce sujet M. Jean-Yves Mairot, de la Direction des services techniques et des transports, responsable de l'Unité technique de Vesoul. Trois pistes ont été évoquées : l'étude de l'installation éventuelle d'un panneau STOP rue du Cornot ; l'installation prochaine de câbles de comptage à deux emplacements (6 rue du Cornot et 13 Grande Rue) afin de mesurer les flux de circulation et les vitesses pratiquées ; et l'étude d'un abaissement éventuel de la vitesse à 40 km/h.

*Le Maire précise qu'aucune décision définitive n'est prise à ce stade : l'objectif est d'abord de disposer de données objectives grâce aux comptages, avant de déterminer les aménagements les plus adaptés.*

### Fiabilisation des éléments de confort — Taxe foncière

Le Maire informe également le Conseil d'une opération de fiabilisation menée par les services fiscaux concernant les éléments de confort pris en compte dans le calcul de la valeur locative des locaux d'habitation, à savoir le raccordement au réseau d'eau courante, le raccordement électrique, la présence d'un système de chauffage ou de climatisation, ainsi que la présence de WC, d'un lavabo, d'une douche ou d'une baignoire. Il rappelle que l'installation de ces éléments aurait dû, à l'époque, faire l'objet d'une déclaration, ce qui n'a pas toujours été fait. Les services fiscaux vont désormais intégrer automatiquement, dans les bases d'imposition, un ou plusieurs de ces éléments de confort non déclarés.

Cette mise à jour concerne environ 30 locaux de la commune, soit environ 22 % des locaux, et se traduira par une augmentation de 1,46 % pour les locaux concernés qui n'avaient pas déclaré ces éléments de confort ces dernières décennies.



### **Commission Communale des Impôts Directs (CCID)**

Le Maire communique au Conseil la liste des commissaires retenus, parmi la liste transmise par le Conseil communautaire, pour siéger à la Commission Communale des Impôts Directs.

Commissaires titulaires : BLOUET Sébastien, CASSARD Morgane, FIACRE Christine, GRANDJEAN Nicole, HERBRETEAU Fanny, LAVIGNE Alain.

Commissaires suppléants : DAROSEY Laurent, ÉDUS Gérald, FICK Virginie, LEROY Michel, ODRION Annick, PEUREUR Chantal.

### **Événements à venir :**

- Jeudi 3 septembre 2026 : les Archives départementales viennent à la mairie de Chargey-lès-Port pour effectuer un tri des documents communaux à conserver ou à détruire.
- Dimanche 6 septembre 2026 : vide-greniers des Saute-Murots.
- Jeudi 10 septembre 2026 : la balade aux flambeaux dans les carrières de Purgerot et de Chargey-lès-Port est annulée en raison des risques d'incendie ; elle est reportée au printemps 2027.
- Mercredi 16 septembre 2026 : réunion à Purgerot pour le lancement du schéma directeur d'assainissement.
- Dimanche 20 septembre 2026 (Journées du patrimoine) : la commune reporte l'inauguration de la restauration du tableau aux Journées du patrimoine 2027 ; à la place, elle organise une exposition d'anciennes cartes postales et photos du village à la salle des fêtes, de 10h à midi.
- Octobre 2026 : journée découverte de l'alambic, avec les bouilleurs de cru.
- Vendredi 30 et samedi 31 octobre 2026 : la commune, en partenariat avec Terres de Saône et les associations du village, participe à nouveau à l'événement Halloween.
- 20 décembre 2026 : Noël des enfants, avec la venue du magicien Joseph DEFORET, nouvel habitant de la commune, rue du Faubourg.

### **Tour de table**

Un tour de table a été fait, au cours duquel chaque conseiller a pu faire état de l'avancement des travaux de sa commission respective.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

**Le Maire,**  
M. Antoni MAGNIN

